

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 13/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARONCELLI

1495 Avenue d'Orange
BP 70084
84700 Sorgues

D/SPR/GP/N°1129/2023

Références : D-0599-2023 LRAR n° 1A 194 569 0748 1

Code AIOT : 0006400408

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement MARONCELLI implanté Carrière PIOLENC Ile des Rats 84420 Piolenc. L'inspection a été annoncée le 02/08/2023. Cette partie «Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARONCELLI
- Carrière PIOLENC Ile des Rats 84420 Piolenc
- Code AIOT : 0006400408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières Maroncelli, dont le siège social est situé 1495, Route Nationale 7 – à Sorgues, exploite une carrière alluvionnaire au lieu-dit « L'île des rats », sur la commune de Piolenc (84420). Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 (exploitation de

carrières) et de l'enregistrement au titre 2515 (traitement des matériaux) de la nomenclature des ICPE. Le site est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites apportées aux constats relevés lors de la dernière inspection sur les thématiques suivantes :
 - déclaration de mise en service ;
 - émissions de poussières diffuses ;
 - surveillance des eaux souterraines ;
 - clôture des installations ;
 - bornage et bande des 10 mètres ;
 - réserve incendie et rétentions ;
 - opérations de décapage des terrains.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Émissions de poussières diffuses	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 4.4.1	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.3.8 -	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.3	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	évaluation des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 4.3	Susceptible de suites	Sans objet
2	eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.7.1.3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.2	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
4	Déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.5	Susceptible de suites	Sans objet
6	Distances de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
7	Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté trois non-conformités au cours de cette visite, relatives au suivi des retombées de poussières, à la rétention des eaux incendie et à la limitation des accès aux bassins de rétention. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : évaluation des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, évaluation des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : L'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières. Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de

<p>l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ; - la liste des pistes revêtues ; - les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ; - les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : L'exploitant n'a pas réalisé le dossier prescrit à l'article 4.3 de son arrêté d'autorisation, relatif à ses émissions de poussières. L'exploitant doit, sous 2 mois, réaliser le dossier précité.</p> <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : par courriel du 02/05/2022, l'exploitant a transmis à la DREAL les factures pour les mois d'avril à juillet 2021 et septembre 2021 pour la prestation d'arrosage des pistes. Par ailleurs, il a produit une notice, en date de juillet 2022, présentant les éléments requis par l'article 4.3 de son arrêté d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.71.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective • date d'échéance qui a été retenue : prochaine mesure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres et fréquences suivants :</p>

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique	Mensuel	
Température	Semestrielle	
pH	Semestrielle	NF T 90008
Conductivité	Semestrielle	
Turbidité	Semestrielle	
Hydrocarbures (HCT)	Semestrielle	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (à remplacer par la norme XP T 90124 dès sa parution) ou NF M 07-203
Métaux totaux	Semestrielle	
Matières en suspension totales (MEST)	Semestrielle	NF EN 872
DBO5	Semestrielle	
Demande chimique en oxygène (DCO)	Semestrielle	NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)
Fer total et dissous	Semestrielle	
Manganèse total	Semestrielle	
Acrylamide, monomère et ses dérivés	Semestrielle	

Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement. Les points d'eau utilisés pour établir ces cartes devront être nivelés. Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence.....).

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

Constats :

Constat le 29/04/2022 : L'exploitant dispose du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines prévu à l'article 5.7.1.1 de son arrêté d'autorisation, constitué de 7 piézomètres (PZ) sur la zone de "l'île aux rats" en cours d'exploitation et de 6 piézomètres sur la zone de "Martignan Ouest" (cf. rapport GE Media 2020/2021).

Toutefois, les mesures semestrielles, imposées par l'article 5.7.1.3, ne sont réalisées que sur 3 piézomètres sur la partie nord « l'île aux rats » et sur 2 piézomètres sur la partie sud « martignan ouest » non encore exploitée (cf. rapport Pronetec du 26/10/2021). L'exploitant ne réalise donc pas la surveillance semestrielle sur l'ensemble de son réseau de surveillance, seule la mesure des niveaux piézométriques est réalisée sur l'ensemble des ouvrages.

L'exploitant doit réaliser les prochaines mesures semestrielles sur l'ensemble de son réseau de surveillance des eaux souterraines, tel que prévu par son arrêté d'autorisation.

Constat le 05/09/2023 : l'exploitant a transmis en annexe au rapport d'activité les rapports de mesure Pronetec lié aux prélèvements du 10/08/2022 sur :

- les 6 piézomètres sur la zone de "Martignan Ouest" à Orange (zone d'extension, non encore exploitée). Les piézomètres montrent des marquages en manganèse, fer, ainsi que des valeurs assez élevées en DCO pour les PZ F3, A et puits 4. Les résultats montrent une absence d'hydrocarbures et d'acrylamides (polluants potentiellement liés à l'activité extractive de la carrière) ;
- 6 des 8 piézomètres sur la zone nord « l'île aux rats ». Les piézomètres montrent des marquages en manganèse, fer, notamment pour les PZ 1 et 6, ainsi qu'un marquage en métaux sur le PZ6 situé

en amont hydraulique de la carrière. Les résultats montrent une absence d'hydrocarbures et d'acrylamides.

L'exploitant précise que les PZ 3 et 4 non contrôlés sur la zone nord « l'île aux rats » se trouvent au sein de l'ancienne zone d'exploitation, rétrocedée pour l'implantation de la centrale photovoltaïque flottante : l'exploitant indique ne pas avoir établi de convention lui permettant d'accéder librement à ces deux piézomètres. Il précise également qu'aucun déchet extérieur n'a été réceptionné dans le cadre de la remise en état de la carrière.

Par ailleurs, il a transmis les rapports des mesures effectuées le 7 mars 2023 sur l'ensemble des piézomètres des deux secteurs, dont :

- les 6 piézomètres sur la zone de "Martignan Ouest" à Orange. Les piézomètres montrent des marquages en zinc et plomb pour les PZ A, B et puits 4. Les résultats montrent une absence d'hydrocarbures et d'acrylamides ;
- les 8 piézomètres sur la zone nord « l'île aux rats ». Les piézomètres montrent des marquages en manganèse et fer, notamment pour les PZ 6, 7 et 8 ainsi qu'un marquage en métaux sur le PZ6 situé en amont hydraulique de la carrière. Les résultats montrent une absence d'hydrocarbures et d'acrylamides.

Observations : Comme précisé à l'issue de l'inspection réalisée en 2022, l'inspection rappelle que toute modification notable des conditions d'exploitation, telle que la modification du suivi des eaux souterraines, doit faire l'objet au préalable d'un porté à connaissance au Préfet, accompagné de tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'inspection prend note de l'intégration des résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines au sein du rapport de l'hydrogéologue, prescrit par l'article 5.7.1.1 de l'arrêté d'autorisation. Le prochain rapport annuel de cet expert devra se positionner sur l'origine probable des marquages observés sur les piézomètres du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Bornage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 2 mois

Prescription contrôlée :

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats :

Constat le 29/04/2022 : Le jour de l'inspection, un contrôle par sondage du bornage a été effectué. Il a été constaté que certaines bornes permettant de déterminer le périmètre de l'autorisation n'étaient plus présentes ou visibles au niveau de la zone sud est en cours d'extraction, sur la zone de "l'Ile aux Rats" (notamment les bornes 107 à 114 mentionnées sur le plan d'exploitation du 25/01/2022).

L'exploitant doit, sous 2 mois, remettre en place les bornes nécessaires à la détermination du périmètre de l'autorisation, a minima sur la zone en cours d'extraction de l'Ile aux Rats (les bornes sur la future zone de "Martignan ouest" devant être implantées en tout état de cause avant réalisation des premières opérations d'exploitation).

Constat le 05/09/2023 : par courrier du 29/06/2022, l'exploitant a transmis des photographies des bornes manquantes. La présence des bornes a été contrôlée par sondage le 05/09/2023, au niveau des repères n°110 à 113.



borne n°111

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration de mise en service

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : /

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent article 2.1. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières. La mise en service de l'installation est subordonnée à la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe 1 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : L'exploitant n'a pas notifié au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Toutefois, un acte de cautionnement du 23/09/2021 d'un montant de 683 164€, valable jusqu'au 13/07/2024, a été transmis aux services préfectoraux.</p> <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : par courrier du 6 septembre 2023, l'exploitant a déclaré à madame la Préfète, ainsi qu'aux maires d'Orange, Piolenc et Mondragon, la mise en service de ses installations à compter du 10/08/2022, à la suite de la réalisation des aménagements prévus à l'article 2.1 de son arrêté d'autorisation. Il précise que ces travaux préliminaires se poursuivront dans les mois à venir pour la future zone d'extraction « Martignan Ouest » sur la commune d'Orange.</p>
<p>Observations : L'inspection prend note de la réalisation des aménagements préliminaires sur la future zone d'extraction « Martignan Ouest » sur la commune d'Orange, préalablement à la réalisation des travaux d'extraction sur ces parcelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Émissions de poussières diffuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 4.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières diffuses</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des plaquettes de dépôt. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier demandé à l'article 4.3. Un plan sur lequel est reporté l'emplacement des plaquettes est régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le positionnement des points de suivi est fonction de la disposition des matériels de l'unité de traitement des matériaux et des conditions climatiques locales.</p>

Constats :

Constat le 29/04/2022 : L'exploitant a mis en place un réseau de suivi des retombées de poussières, via des plaquettes (4 points de mesures, rapport du 6 janvier 2022 relatif aux mesures effectuées en 2021 présenté). Toutefois, le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités ne sont pas décrits dans le dossier demandé à l'article 4.3, qui n'a pas été réalisé. L'exploitant doit, sous 2 mois, réaliser le dossier prescrit à l'article 4.3, décrivant notamment le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités.

Constat le 05/09/2023 : l'exploitant a produit la notice requise par l'article 4.3 de son arrêté d'autorisation, en date de juillet 2022. En outre, ce document mentionne :

- la localisation des quatre points de mesure, pour la configuration actuelle de l'exploitation (extraction secteur nord) et la configuration future (extraction secteur sud) ;
- les conditions d'exploitation de ces dispositifs (description du dispositif, durée d'exposition,...).

Toutefois, l'inspection relève que la rose des vents n'est pas incluse dans la notice, afin de justifier de la pertinence de la position des plaquettes au regard des conditions climatiques locales. En particulier, il paraît nécessaire d'ajouter un point de mesure près du centre équestre en limite de la nouvelle zone d'extraction, afin d'évaluer l'empoussièrement par vent du sud.

Observations : l'exploitant doit, sous 1 mois, compléter sa notice avec :

- la rose des vents du secteur sur une période de retour de 10 années;
- un point de mesure complémentaire près du centre équestre en limite de la nouvelle zone d'extraction, afin d'évaluer l'empoussièrement par vent du sud.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Distances de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Distances de sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15 jours

Prescription contrôlée :

Une bande réglementaire minimale de 10 mètres est préservée en limite de propriété. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. [...]

Constats :

Constat le 29/04/2022 : La bande des 10 mètres n'est pas respectée à proximité de la zone en cours d'extraction, à l'est du périmètre autorisé (près de la borne n°113). L'exploitant doit, sous 15 jours, reconstituer la bande des 10 mètres à proximité de la zone en cours d'extraction, à l'est du périmètre autorisé.

Constat le 05/09/2023 : par courrier du 29/06/2022, l'exploitant a transmis des photographies de la bande des 10 m reconstituée à l'est du périmètre autorisé (près de la borne n°113). Le 05/09/2023, l'inspection a pu constater que la bande des 10 mètres a été reconstituée au droit de la borne n°113.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Décapage des terrains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Décapage des terrains

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : /

Prescription contrôlée :

Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le volume des terres de découverte s'élève à environ 5 415 000 m³ pour toute la durée d'exploitation de la carrière. Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Il est réalisé à la pelle mécanique pour garantir la protection d'éventuels vestiges archéologiques. L'ensemble des terres de découvertes sera dans tous les cas, stocké de manière distincte en fonction des horizons humifères et des qualités pédologiques puis réutilisé

lors de la remise en état finale du site et remise en sens inverse de leur décapage. Les terres peuvent être redispesées sur des zones déjà remblayées, sans stockage intermédiaire. De fait, le site ne dispose que d'un faible volume de stocks de terres de découvertes. Le décapage des terrains est interdit du mois de mars au mois d'août inclus.

Constats :

Constat le 29/04/2022 : Les opérations de décapage n'ont pas encore été réalisées de manière sélective, sur la zone en cours d'exploitation, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'exploitant doit, dès les prochaines opérations de décapage sur la zone en cours d'extraction, réaliser ces dernières de manière sélective.

Constat le 05/09/2023 : l'inspection a pu constater que les trois types de terres de découverte (0 à 30cm, 30cm à 1m et 1m à 6m) sont désormais entreposés sur des zones de stockage distinctes, avec la mise en place d'un panneautage dédié.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.3.8 -

Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : /

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient

<p>récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. À cet effet, l'exploitant dispose d'un bassin de rétention de 120 m³, à proximité de l'installation de traitement. Les orifices d'écoulement du bassin de rétention sont en position fermée par défaut. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées et dûment autorisées. Toutefois, en l'absence de pollution préalablement caractérisée et après accord de l'inspection des installations classées, ces eaux pourront être rejetées au milieu naturel dans le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 5.5.1.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : La présence du bassin de rétention a pu être constatée le jour de l'inspection. L'exploitant a présenté un reportage photographique relatif à la réalisation du bassin, ainsi qu'une feuille d'émargement du 19 février 2020 pour la formation du personnel à l'utilisation de la vanne guillotine associée, afin de confiner les eaux en cas d'incendie.</p> <p>Toutefois, le bassin de rétention est utilisé également pour la rétention des eaux de lavage de certains tapis de l'installation de traitement de matériaux. Ainsi, la vanne de fermeture du bassin est maintenue en position ouverte par défaut et non fermée comme prévu par l'arrêté, afin que ces eaux résiduelles puissent être évacuées. Par ailleurs, cette vanne est maintenue ouverte, afin de permettre l'évacuation des eaux de pluie recueillies gravitairement en cas d'orage.</p> <p>L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet la modification des conditions de fonctionnement de son bassin de rétention des eaux incendie. En outre, le dossier devra justifier que le volume résiduel du bassin, une fois déduit le volume "mort" potentiellement occupé par les eaux de lavage ou les eaux pluviales, est suffisant pour recueillir les 120 m³ d'eaux d'extinction. Les dispositions organisationnelles mises en place en cas d'incendie devront également être précisées (procédure, formation du personnel,...).</p> <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : le PAC demandé à l'issue de l'inspection 2022 n'a pas été transmis à madame la Préfète à la date de la visite. L'exploitant précise que le dossier est en cours de finalisation et sera prochainement déposé. En particulier, le système de confinement des eaux d'extinction va être modifié, avec la mise en place de nouvelles cuves enterrées, d'une capacité totale de 160m³, afin de récupérer ces eaux.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit, sous deux mois, déposer le porter à la connaissance décrivant les modifications prévues de son système de rétention des eaux incendie de sa plateforme de traitement des matériaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Clôtures et barrières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois

Prescription contrôlée :

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers, et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site. Le danger est signalé par des pancartes placées :

- Sur le ou les chemins d'accès aux abords de la carrière,
- À proximité des zones clôturées. Les zones naturelles considérées comme inaccessibles (barres rocheuses, ripisylves...) ne sont pas concernées par cette prescription.

L'entrée de la carrière est matérialisée par un portail interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Constats :

Constat le 29/04/2022 : La zone de décantation des boues de lavage, présentant un risque d'enlèvement, n'est pas clôturée et ne comporte qu'une seule pancarte signalant le risque. L'exploitant doit, sous 1 mois, mettre en place une clôture solide et efficace autour de la zone de décantation des boues de lavage, présentant un risque d'enlèvement, ainsi que des pancartes signalant le risque.

Constat le 05/09/2023 : par courrier du 10/08/2022, l'exploitant a transmis des photographies des aménagements mis en place afin de signaler la présence des bassins et des risques associés :
 - huit panneaux interdisant l'accès et signalant les risques d'enlèvement et de noyade ;
 - l'installation de blocs béton côté ouest et d'un merlon de sable côté nord.

Toutefois, le jour de visite, l'inspection a constaté que les blocs béton mis en place permettent de délimiter la zone mais n'empêchent pas d'atteindre la zone des bassins de décantation, qui demeure facilement accessible. Par courriel du 21/09/2023, l'exploitant a transmis le bon de commande pour la mise en place d'une clôture autour des bassins, avec la mention d'une réalisation au plus tard d'ici fin octobre 2023.



Observations : L'inspection prend note de la réalisation prochaine de la clôture des bassins de décantation et demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs associés au plus tard d'ici fin octobre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...] D'un point d'eau Naturel ou Artificiel (PENA) offrant une réserve incendie de 120 m3, dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils, situé sur la partie de la carrière « L'Ile des rats à Piolenc ». [...]</p> <p>Le point d'eau d'incendie (PEI) doit être validé et réceptionné par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Vaucluse. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : La présence de la réserve incendie de 120 m3 a été constatée, ainsi que d'une prise d'aspiration. Toutefois, la réception par le SDIS 84 n'a pas encore été réalisée. L'exploitant doit transmettre à la DREAL le procès-verbal du SDIS dès réception.</p> <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : l'exploitant a transmis par courrier du 10/08/2022 le procès-verbal de réception du point d'eau, rédigé par le SDIS 84 le 14/04/2022 (conforme).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet